ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 7 avril 1995, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant certaines modifications à la législation régissant le cumul des pensions du secteur public avec des revenus provenant de l'exercice d'une activité professionnelle ou avec un revenu de remplacement" , a donné le 8 novembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 april 1995 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende bepaalde wijzigingen aan de wetgeving houdende regeling van de cumulatie van pensioenen van de openbare sector met inkomsten voortvloeiend uit de uitoefening van een beroepsactiviteit of met een vervangingsinkomen", heeft op 8 november 1995 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Arrêté de présentation.

Il convient d'insérer un arrêté de présentation qui, compte tenu de la révision constitutionnelle, sera rédigé comme suit :

"Notre Ministre qui a les pensions dans ses attributions est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives et de déposer à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit :".

Dispositif.

Observation préalable.

Comme il ne met pas en oeuvre d'autres compétences que celles que le législateur fédéral tient de l'article 179 de la Constitution pour l'octroi de pensions à charge du trésor public, le présent projet ne règle pas des matières visées aux articles 74 et 77 de la Constitution. Afin de respecter le prescrit de l'article 83 de la Constitution, il convient dès lors d'insérer en tête du dispositif du présent projet un nouvel article rédigé comme suit :

"Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution".

Article 1er (devenant l'article 2).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 2. L'article 43, § 1er, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, tel qu'il était en vigueur en 1993, après sa modification par la loi du 30 décembre 1992, est complété par les alinéas suivants:".

2. L'article 43, § 1er, alinéas 3 et 4, en projet n'indique pas avec suffisamment de précision l'étendue des sanctions prévues dans l'hypothèse où, lors de l'année de naissance d'un cumul de plusieurs pensions du secteur public, l'intéressé jouit de revenus professionnels supérieurs aux montants limites fixés en vertu de l'alinéa 2 du paragraphe précité. Afin de dissiper toute incertitude à cet égard, il est proposé de remplacer dans les dispositions à l'examen les mots "la pension" par les mots "chaque pension visée à l'article 38".

3. Le champ d'application ratione personae des dispositions appelées à compléter l'article 43, § 1er, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires apparaîtrait plus clairement si, plutôt que de figurer dans

le fixant vigueur (1), cette précision était inscrite dans l'article en projet. Celui-ci devrait donc être complété par un alinéa rédigé comme suit : "Les alinéas 2 à 5 ne sont applicables que s'ils sont favorables à l'intéressé".

4. Le texte néerlandais de l'article 43,§ 1er en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3 (devenant l'article 4).

1. Dans le texte français de l'article 5, § 2, alinéa 1er, en projet, il convient, par souci de concordance avec le texte néerlandais, de remplacer les mots "tandis que" par la conjonction "et".

L'observation vaut également pour l'article 14, § 1er , alinéa 1er, et § 2, alinéa 1er, en projet.

2. Contrairement à ce que les mots "pour une des périodes définies à l'alinéa 1er" pourraient a priori suggérer, les conséquences que l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, en projet attache au dépassement des montants limites calculés conformément à l'alinéa 1er du même paragraphe ne seront jamais applicables qu'à la période comprise entre le

---

(1) Voyez à l'article 6, alinéa 3, du projet, les mots "dans les mêmes conditions" qui, vu le contexte où ils sont utilisés, paraissent conférer à l'article 1er une portée plus large que celle résultant de l'article 43, § 1er, alinéa 2, en projet.

dernier jour du mois au cours duquel l'intéressé a atteint l'âge de 65 ans et le terme de cette même année civile. L'intention des auteurs du projet apparaîtrait dès lors plus clairement si les modifications suivantes étaient apportées au paragraphe examiné :

a) supprimer l'alinéa 4 tout en insérant entre les alinéas 1er et 2 (devenant 3) un alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque pour la période comprise entre le 1er janvier de l'année du 65e anniversaire et le dernier jour du mois au cours duquel l'intéressé atteint l'âge de 65 ans, les revenus visés à l'alinéa 1er dépassent les montants limites fixés en application de la même disposition, la pension est réduite de 10 ou de 20 pour cent selon les modalités prévues au paragraphe 1er";

b) remplacer aux alinéas 2 et 3 (devenant 3 et 4) les mots "pour une des périodes définies" par les mots "pour la seconde des périodes définies à l'alinéa 1er".

c) adapter en conséquence l'alinéa 5 en y remplaçant les références qui y sont faites à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3 par des renvois aux alinéas 3 ou 4.

Article 5 (devenant l'article 6).

1. L'article 14, § 2, alinéas 2 et 3, en projet, appelle une observation semblable à celle formulée lors de l'examen de l'article 1er à propos de l'article 38, § 1er, alinéas 3 et 4, en projet. Dans les dispositions précitées,

les mots "la pension" doivent donc à chaque fois être remplacés par les mots "chacune des pensions visées à l'article 1er".

2. Plutôt que de figurer dans un chapitre groupant des règles communes à l'ensemble des hypothèses de cumul, les dispositions énoncées à l'article 14, § 3, en projet trouveraient mieux leur place dans l'article 13 de la loi du 5 avril 1994 lequel est spécifiquement consacré au cumul de pensions de retraite et de survie avec un revenu de remplacement.

Article 6 (devenant l'article 7).

Afin de régler l'application de l'article 1er (devenant 2) dans le temps, l'article utilise une formulation fort semblable à celle adoptée pour l'entrée en vigueur des articles 3 et 5 alors que, contrairement à ceux-ci, l'article 1er (devenant 2) du projet est uniquement destiné à régir le passé. Il est dès lors proposé :

a) de remplacer les mots "Les articles 1er, 3 et 5" figurant à l'alinéa 2 par les mots "Les articles 3 et 5";

b) de faire de la seconde phrase de l'alinéa 3 un alinéa distinct en y omettant les mots "Dans les mêmes conditions" qui, vu la remarque n° 2 formulée à propos de l'article 1er, ont perdu toute utilité, et en la rédigeant de la manière suivante :

"L’article 1er produit ses effets pour la seule année 1993".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Onderzoek van het ontwerp.

Indieningsbesluit.

Gelet op de wijziging van de Grondwet moet het indieningsbesluit als volgt luiden :

"Onze Minister bevoegd voor pensioenen is gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen :".

Bepalend gedeelte.

Voorafgaande opmerking.

Het onderhavige ontwerp legt geen andere bevoegdheden ten uitvoer dan die welke de federale wetgever op het stuk van de toekenning van pensioenen ten laste van de staatskas ontleent aan artikel 179 van de Grondwet, zodat het geen aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 74 en 77 van de Grondwet regelt. Conform het bepaalde in artikel 83 van de Grondwet moet boven aan het dispositief van dit ontwerp derhalve een nieuw artikel worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet".

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 2. Artikel 43, § 1, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, zoals het van kracht was in 1993, na de wijziging ervan bij de wet van 30 december 1992, wordt aangevuld met de volgende leden :".

2. Het ontworpen artikel 43, § 1, derde en vierde lid, geeft onvoldoende duidelijk de omvang aan van de straffen die worden gesteld indien de betrokkene tijdens het jaar waarin de cumulatie van verscheidene pensioenen van de openbare sector ontstaat, beroepsinkomsten geniet die hoger liggen dan de grensbedragen bepaald krachtens het tweede lid van de voornoemde paragraaf. Teneinde iedere onzekerheid ter zake weg te nemen, wordt voorgesteld in de onderzochte bepalingen de woorden "het pensioen" te vervangen door de woorden "ieder pensioen bedoeld in artikel 38".

3. De werkingssfeer ratione personae van de bepalingen die artikel 43, § 1, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen moeten aanvullen, wordt duidelijker indien deze precisering opgenomen wordt in het ontworpen artikel, veeleer dan in de

bepaling die de inwerkingtreding regelt (1). Dit artikel behoort dus te worden aangevuld met een lid, luidende : "Het tweede tot het vijfde lid zijn alleen toepasselijk indien ze tot voordeel van de betrokkene strekken".

4. In het ontworpen artikel 43, § 1, vervange men de woorden "... wordt de decimaal verwaarloosd" door de woorden "... wordt met de decimaal geen rekening gehouden". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

1. In de Franse lezing van het ontworpen artikel 5, § 2, eerste lid, moeten ter fine van overeenstemming met de Nederlandse tekst de woorden "tandis que" vervangen worden door het voegwoord "et".

Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 14, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid.

2. In tegenstelling tot wat de woorden "voor een van de in het eerste lid omschreven perioden" op het eerste gezicht zouden doen uitschijnen, zullen de gevolgen die het

---

(1) Zie in artikel 6, derde lid, van het ontwerp de woorden "onder dezelfde voorwaarden", die gelet op de context waarin ze voorkomen, aan artikel 1 een ruimere strekking lijken te geven dan die welke voortvloeit uit het ontworpen artikel 43, § 1, tweede lid.

ontworpen artikel 5, § 2, tweede en derde lid, verbindt aan het overschrijden van de grensbedragen berekend overeenkomstig het eerste lid van diezelfde paragraaf, alleen toepasselijk zijn op de periode tussen de laatste dag van de maand waarin de betrokkene de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en het eind van datzelfde kalenderjaar. De bedoeling van de stellers van het ontwerp komt derhalve duidelijker tot uiting indien in de onderzochte paragraaf de volgende wijzigingen worden aangebracht :

a) het vierde lid schrappen, doch tussen het eerste en het tweede lid (dat het derde lid wordt) een lid invoegen, luidende :

"Indien voor de periode begrepen tussen 1 januari van het jaar van de 65ste verjaardag en de laatste dag van de maand waarin de betrokkene de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, de in het eerste lid bedoelde inkomsten de met toepassing van diezelfde bepaling vastgestelde grensbedragen overschrijden, wordt het pensioen met 10 of met 20 percent verminderd op de wijze bepaald in paragraaf 1";

b) in het tweede en het derde lid (die het derde en het vierde lid worden) de woorden "voor een van de in het eerste lid omschreven perioden" vervangen door de woorden "voor de tweede van de perioden omschreven in het eerste lid";

c) dienovereenkomstig het vijfde lid aanpassen door de verwijzingen naar het tweede of het derde lid in die

bepaling te vervangen door verwijzingen naar het derde of het vierde lid.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

1. Omtrent het ontworpen artikel 14, § 2, tweede en derde lid, behoort een zelfde opmerking te worden gemaakt als die welke is geformuleerd bij het onderzoek van artikel 1 in verband met het ontworpen artikel 38, § 1, derde en vierde lid. In de voornoemde bepalingen moeten de woorden "het pensioen" dus telkens vervangen worden door de woorden "elk van de pensioenen bedoeld in artikel 1".

2. Het zou beter zijn de bepalingen van het ontworpen artikel 14, § 3, op te nemen in artikel 13 van de wet van 5 april 1994, dat specifiek handelt over de cumulatie van rust- en overlevingspensioenen met een vervangingsinkomen, veeleer dan ze te doen voorkomen in een hoofdstuk dat de voorschriften groepeert die gemeen zijn voor alle gevallen van cumulatie.

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Teneinde de toepassing van artikel 1 (dat artikel 2 wordt) in de tijd te regelen, gebruikt het artikel een formulering die nauw aanleunt bij die welke is aangewend voor de inwerkingtreding van de artikelen 3 en 5, hoewel in tegenstelling tot deze artikelen artikel 1 (dat artikel 2

wordt) van het ontwerp uitsluitend in het verleden uitwerking beoogt te hebben. Derhalve wordt voorgesteld :

a) in het tweede lid de woorden "De artikelen 1, 3 en 5" te vervangen door de woorden "De artikelen 3 en 5";

b) de tweede zin van het derde lid op te nemen in een onderscheiden lid, waarbij de woorden "onder dezelfde voorwaarden", die gelet op de omtrent artikel 1 gemaakte opmerking nr. 2 alle nut hebben verloren, moeten vervallen. Men schrijve dus :

"Artikel 1 heeft alleen uitwerking voor het jaar 1993".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou op een aantal punten verbeterd moeten worden. Zo schrijve men in artikel 4 (dat artikel 5 wordt) in het ontworpen artikel 9, eerste lid, 3°, a), "bedoeld in" en niet "bedoeld bij", alsook in b) "... gelijk is aan die vastgesteld bij de regelgeving ..." in plaats van "... gelijk is aan deze vastgesteld bij de reglementering". Ten slotte zou in artikel 5 (het ontworpen artikel 14, § 3, tweede en derde lid, het woord ingevolge (tweemaal) vervangen moeten worden door respectievelijk de woorden "ten gevolge van" en "om reden van".

La chambre était composée de :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

F. DELPEREE assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE

Madame J. GIELISSEN, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. P. ERNOTTE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. M. BAUWENS, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit :

De heren J.-J. STRYCKMANS, kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, staatsraden,
Y. KREINS,

F. DELPEREE assessoren van de afdeling wetgeving,
J. van COMPERNOLLE

Mevrouw J. GIELISSEN, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de P. ERNOTTE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. M. BAUWENS, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT,

J.-J. STRYCKMANS.